



La lettre d'actualité mensuelle du groupe GEOS, n° 97, juin 2010

## RISQUES

# ÉTATS-UNIS : Marée noire, les règles ignorées

La plate-forme pétrolière *Deepwater Horizon* située à 80 km des côtes de Louisiane a été victime d'une explosion qui a provoqué un incendie, puis l'effondrement de la structure. L'incident a fait 11 morts et 17 blessés parmi les 115 employés du site, déclenchant l'une des plus longues et importantes catastrophes écologiques de l'histoire des États-Unis. Construite en 2001 par le coréen Hyundai, elle était la propriété de l'américain Transocean, louée pour son exploitation jusqu'en 2013 à l'anglais BP. *Deepwater Horizon* était la plateforme de forage qui exploitait le puits de pétrole le plus profond au monde (5500 m dont 1500 m dans le sous-sol marin), capable de résister aux ouragans du Golfe du Mexique. Malgré quelques alertes de sécurité dans les années pré-

cedentes, le site n'avait pas fait l'objet de mesures particulières, soulignant les lacunes de la législation américaine et de son application.

### Négligences et class action

Familles de victimes et professionnels de la mer se sont portés parties civiles devant les tribunaux pour négligence et violation des règlements fédéraux. Sur le banc des accusés, on trouve Transocean, BP, Cameron International Corporation et Halliburton Energy Services Inc. Le président Obama, mis en cause par les écologistes pour avoir autorisé de nouveaux forages dans le Golfe du Mexique, a dénoncé les relations « ambiguës » entre BP et la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) l'Agence fédérale qui autorise les forages en mer.

Autre agence fédérale mise sur la sellette, la Minerals Management Service (MMS) qui inspecte les plate-formes. Selon une enquête d'*Associated Press* (AP), la plate-forme opérait sans posséder les documentations de sécurité requises par la MMS. AP note encore que la MMS n'a effectué que les 3/4 des inspections prévues et que les réglementations elles-mêmes sont insuffisantes. En Europe, on s'interroge sur le niveau de sécurité des plate-formes. C'est le droit national qui organise celles-ci, l'UE ne prévoyant que des normes minimales de sécurité détaillées par trois directives. Mais comme le souligne le commissaire en charge de l'Energie : « *Aucune réglementation ne peut nous garantir 100 % de sécurité* ». C'est en effet leur mise en œuvre qui importe...

### LE COMMENTAIRE DE JÉRÔME MUNDEN

RESPONSABLE DES ACTIVITÉS HSE

► Les réglementations en matière d'HSE

mises en place par les États-Unis puis en Europe, n'ont cessé d'évoluer depuis la réglementation ISGOTT en 1978, avec la mise au point de plate-formes offshore et de forages en très grande profondeur. La réglementation internationale SOLAS (Safety Of Life at Sea) offre en matière de sécurité un cadre minimal. Chaque compagnie possède des procédures internes qui améliorent ce dispositif. Hélas, elles sont souvent mises de côté par les entreprises et seules des catastrophes permettent de les prendre en compte ou de les améliorer. Ainsi, en 1988, suite à l'explosion de la plate-forme *Piper Alpha* en mer du Nord (177 morts), les installations « vie » ont progressivement été séparées des installations de fonctionnement et de traitement (hormis pour les FPSO). La catastrophe du *Deepwater* va renforcer les mesures de sécurité des plate-formes en eaux très profondes. Les compagnies pétrolières ont déjà engagé des études pour parer à un accident similaire.

#### PARTENARIAT MONITEUR DU COMMERCE INTERNATIONAL

► Le groupe GEOS animera la table ronde sur la « Protection des actifs stratégiques » lors du forum « Intelligence des marchés » qui se tiendra au Conseil économique et social

le 28 juin prochain. Cet événement sera l'occasion du lancement de l'Atlas MOCI des risques 2010 auquel le Bureau veille / analyse risques pays de GEOS a contribué. Pour recevoir une invitation gratuite vous pouvez écrire à l'adresse : [communication@groupegeos.com](mailto:communication@groupegeos.com)

#### EVENEMENT GEOS AU 11<sup>e</sup> SALON EUROSATORY

► Du 14 au 18 juin GEOS expose à EUROSATORY, salon international de la défense terrestre et de la sécurité, qui se tient au Parc des expositions de Villepinte (93) - Hall 6 Stand F521.

#### DÉVELOPPEMENT EDEN CLUSTER DÉFENSE & SÛRETÉ

► Le groupe GEOS a rejoint Eden, premier cluster Défense et sûreté dédié au développement international des entreprises impliquées sur ces secteurs. Pour plus d'informations : [www.eden-defense-cluster.com](http://www.eden-defense-cluster.com)

#### RECRUTEMENT GEOS AU 6<sup>e</sup> CARREFOUR EMPLOI DÉFENSE

► Le 8 juin dernier, le groupe GEOS a participé à la 6<sup>e</sup> édition du forum de recrutement « Carrefour emploi défense mobilité » à l'Ecole Militaire de Paris.

## EGYPTE PROLONGATION DE LA LOI D'ETAT D'URGENCE

▶ Le Premier ministre égyptien a demandé au Parlement de voter une extension de deux ans de la loi d'état d'urgence. L'objectif de cette loi est d'étendre le dispositif de lutte contre le terrorisme. Cette proposition a été rejetée par l'ensemble des partis d'opposition, des islamistes aux libéraux à l'image de l'ancien président de l'AIEA, Mohammed El Baradei.

## INDE VIOLENTS INCIDENTS CONTRE LE GROUPE POSCO

▶ Pour mettre fin au blocage de l'accès du site minier d'Orissa, la police indienne a dû affronter une foule très hostile armée de cocktails molotovs et de divers projectiles. Les affrontements se sont soldés par une centaine de blessés. Le blocage contre le projet de Posco d'exploiter une mine d'acier dans la région date de janvier dernier. Le sud coréen Posco,



le quatrième producteur mondial d'acier a acquis, il y a déjà quatre ans, un gisement qui devrait fournir 12 millions de tonnes de ce minerai. Les autorités provinciales, face à l'ampleur des protestations, ont proposé à Posco de renoncer à 120 hectares des terrains qui devaient faire partie du complexe minier.

## MEXIQUE ENLÈVEMENT D'UN HOMME POLITIQUE

▶ Diego Fernandez de Cevallos a été enlevé alors qu'il conduisait sa voiture à proximité de sa résidence dans l'Etat de Queretaro. Il avait été candidat aux élections présidentielles de 1994 sous les couleurs du Parti d'action nationale, actuellement au pouvoir. Les ravisseurs ont contacté sa famille sans indiquer le montant de la rançon demandée.

## RUSSIE LA MARINE RUSSE FORCÉE DE LIBÉRER DES PIRATES

▶ La marine russe a réussi la libération d'un pétrolier de même nationalité attaqué au large du Yémen, arrêtant les pirates qui se trouvaient à bord. Selon un porte-parole du Ministère de la Défense de la Fédération de Russie, ces derniers ont rapidement été libérés « à cause des imperfections du droit international » (Sur ce sujet cf. *Alertes* n°96).

## IRAK COMLOTS CONTRE LE PREMIER MINISTRE

▶ Dans un entretien accordé au quotidien en langue arabe de Londres, *Al Hayat*, Nouri Al-Maliki a affirmé, avoir échappé à plusieurs tentatives d'assassinats. L'une d'elles remonte à l'année dernière alors que son avion quittait Mossoul pour Bagdad. Un missile sol-air a été tiré sur l'appareil, mais a été contré par les leurs qui équipaient l'avion officiel.

## PHILIPPINES ELECTIONS PERTUR- BÉES PAR DE GRAVES AFFRONTEMENTS

▶ Trois personnes ont été tuées et dix autres blessés lors d'un raid de la police contre le siège de campagne d'un candidat aux élections dans la province de Zamboanga Sibugay au sud de l'archipel. Deux autres personnes ont trouvé la mort dans la banlieue de la capitale, lors d'échange de tirs entre la milice d'un député et la police.

## SOMALIE LE PARLEMENT ATTAQUÉ AU MORTIER

▶ Le Parlement somalien qui tenait sa première session depuis décembre dernier a été la cible de tirs de mortier qui ont fait seize morts et trente quatre blessés. Les troupes de l'Union africaine qui assuraient la protection du bâtiment ont riposté avec la même arme sur les positions rebelles islamistes.

## SÛRETÉ

# L'Afrique du Sud en état d'alerte pour le Mondial

### Du terrorisme aux conflits sociaux, le gouvernement est vigilant

**L**e haut responsable de la police chargé de la coordination de la sûreté de l'événement, le Lieutenant général André Pruis, a présenté devant la Commission parlementaire chargée du dossier ses toutes dernières mesures afin de garantir au maximum la sécurité du Mondial de football 2010. Il a précisé que toutes les forces, civiles et militaires, du pays étaient engagées dans cette opération, y compris le Comité de coordination du renseignement (Intelligence Coordinating Committee) tout dernièrement créé. Parmi les menaces. (cf. *Alertes* n°95) On peut également noter un regain des tensions entre franges extrémistes blanches et noires après l'assassinat d'un leader d'extrême-droite par deux de ses employés noirs. La police a arrêté plusieurs militants de son parti en possession d'explosifs. Cependant les autorités

considèrent qu'il ne s'agit que d'un très petit nombre de personnes qui ne représentent pas de menaces significatives. Autre point important au bon déroulement du tournoi, le contexte social. Début mai, les syndicats de transport ferroviaire et maritime ont entamé une grève de dix-sept jours, qui aurait pu menacer la logistique du Mondial, mais il semble que les négociations entre le Comité local d'organisation de la Coupe du Monde et le Congrès des syndicats d'Afrique du Sud (COSATU) aient abouti à un accord sur une période de trêve durant l'événement. La compagnie nationale d'électricité Eskom a également été « privée » de grève. ***Tous les conflits présents dans la société sud-africaine sont attisés par un événement qui va transformer le pays en centre du monde pendant un mois à risque.***

## Retour de l'idée séparatiste au Yémen

**A**lors que le Yémen fête les 20 ans de son unification, le mois de mai a été émaillé par des nombreux incidents perpétrés par des groupes séparatistes qui veulent faire revivre l'ancienne République populaire du Yémen du Sud. On peut noter l'attaque d'un marché début mai, une embuscade contre un convoi militaire, l'enlèvement de trois Chinois du secteur pétrolier et, de façon plus audacieuse, la tentative d'assassinat du vice Premier ministre en charge des Affaires intérieures, Sadik Amin Abou Ras. Sa voiture a été prise pour cible dans la province de Shabwa alors qu'il se rendait justement à une cérémonie de commémoration du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'Unité nationale. De son côté, le Président yéménite, Ali Abdallah Saleh refuse de se laisser entraîner dans une surenchère com-

me le pays en avait connue en 1994. Il a, au contraire, saisi l'occasion des célébrations de l'Unité pour décréter une amnistie générale. Il a ainsi ordonné la libération de 200 rebelles chiites et de 98 séparatistes sudistes. Le président Saleh, après avoir réussi à négocier une paix avec les chiites il y a à peine quelques semaines, pense aujourd'hui aux rendez-vous électoraux qui auront lieu en 2011 et 2013. ***Le Yémen est depuis plusieurs mois l'objet de déstabilisations violentes dont les sources se situent bien au-delà de ses frontières. Dans la recrudescence des violences séparatistes, on peut également voir l'œuvre d'Al-Qaïda qui a tout intérêt à une instabilité dans ce pays, première étape d'un morcellement de la péninsule arabe.***

## ALLEMAGNE NOUVEAUX CHIFFRES DU PRÉJUDICE DE L'ESPIONNAGE

▶ Lors du dernier Forum sur la sécurité de Bonn, Burkhard Even, un haut responsable du BfV (l'Office fédéral de protection de la constitution) a indiqué que l'espionnage industriel coûtait 50 milliards d'euros par an à l'économie nationale, montrant du doigt la Chine et la Russie. Le BfV considère que sur les 500 diplomates russes en poste en Allemagne, 150 font partie des services.

## TECHNOLOGIE LES DANGERS DES PHOTOCOPIEUSES ET DES IMPRIMANTES

▶ La majorité des photocopieuses et imprimantes laser construites après 2000 disposent de mémoire voire de disques durs. De nombreuses entreprises laissent partir sans le savoir des milliers de documents dans ces machines, revendues à bas prix aux pays en voie de développement. Selon une étude réalisée par Sharp, 60 % des utilisateurs ignorent ce risque.



## ITALIE DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU DE CONTREFAÇON

▶ La police italienne a arrêté soixante-sept personnes à Naples. Les forces de l'ordre ont également saisi 800 tonnes de marchandises, 11 millions d'euros en espèces et pour 12 millions de vêtements de contrefaçon.

## ISRAËL NANA 10 ET WALLA TROUVENT UN ACCORD

▶ La justice a accepté la transaction à l'amiable passée entre Nana 10 et Walla Communication Ltd. Les deux sociétés du secteur internet étaient en conflit alors que Nana 10 accusait sa concurrente d'avoir débauché l'un de ses employés pour obtenir des renseignements sur leurs avancées. Selon l'accord, celui-ci ne pourra avoir aucun contact avec Walla pendant six semaines.

## CHINE LIBÉRATION D'UN INGÉNIEUR AMÉRICAIN

▶ Hu Zhi Cheng, un ingénieur américain d'origine chinoise était retenu depuis 17 mois dans la ville portuaire de Tianjin. Il était accusé par les autorités d'avoir mal utilisé des secrets commerciaux. L'épouse de M. Zhi Cheng a également été visée par la police dans ce qui semble être une opération pour forcer Zhi Cheng à abandonner ses brevets.

# L'exposition universelle 2010 a ouvert ses portes

## La Chine abrite l'événement et ses 200 pavillons nationaux

Shanghai a été choisie pour accueillir cette année l'Exposition universelle et devrait recevoir en six mois quelque 70 millions de visiteurs. L'événement se tient pour la première fois dans un pays en voie de développement. C'est l'occasion pour chaque nation de présenter les fleurons de ses industries, de ses technologies et de ses savoir faire. L'exposition est aussi le lieu où se croisent des chefs d'entreprises et des ingénieurs du monde entier. Voilà donc un endroit riche d'opportunités pour les services de renseignement et les entreprises peu scrupuleuses actives dans l'espionnage économique. Si les pavillons sont assez facilement contrôlables, c'est le risque humain qui est le talon d'Achille pour les exposants. Ces rencontres sont propices aux contacts et au recrutement de sources au sein des entreprises. Comme à l'oc-

casion des Jeux olympiques de Pékin en 2008, les services de contre espionnage sont sur le qui-vive pour sensibiliser les entreprises à des rencontres trop belles pour être vraies. En 2008, les Américains avaient réuni les responsables de la sécurité des 30 plus grandes compagnies nationales pour les mettre en garde contre les chambres d'hôtel « piégées » et la facilité avec laquelle leurs téléphones mobiles et leurs ordinateurs portables pouvaient être piratés. La consigne répétée pour l'Exposition universelle et écrite dans le rapport « Foreign Economic Collection and Industrial Espionage » remis au Congrès américain est de **laisser son ordinateur aux Etats-Unis. Les entreprises doivent être formées aux risques inhérents à ce type de manifestations, propices à la mise en place de stratégies d'infiltration.**

## Les lobbyistes de Boeing chargent EADS

La bataille qui oppose Boeing à EADS au sujet d'un contrat de 35 milliards de dollars pour le remplacement des avions ravitailleurs de l'armée de l'Air américaine s'est encore intensifiée. Les lobbyistes de Boeing ont concocté un dossier remis aux députés et sénateurs, accusant le consortium européen d'avoir tenté de vendre en 2005 des hélicoptères à l'Iran. Une manœuvre particulièrement agressive dans le contexte international actuel. Le dossier accuse encore EADS de ne pas être soumis à la loi américaine, en particulier à la « corporate integrity » et de présenter une menace à la sécurité nationale en cas de signature d'un contrat entre l'Air Force et EADS. L'objectif de Boeing est de faire voter un amendement à la loi « Defense Authorization » pour mettre hors-jeu son concurren-

rent. Une tentative de déstabilisation à laquelle le président d'EADS North America, Ralph D. Crosby Jr, a répondu dans une lettre ouverte à la présidente du Congrès, la démocrate Nancy Pelosi, l'avertissant qu'un tel changement serait contraire aux règles de l'OMC. Crosby nie toute implication d'EADS dans des contrats avec l'Iran et affirme que le groupe est en conformité avec les différentes législations, y compris la loi américaine sur la corruption. Le responsable d'EADS cite aussi le Département de la Défense indiquant qu'il n'aurait pas accepté les offres d'EADS si cette dernière n'était pas honorable. **Le lobbying est un acteur clé dans la guerre économique, Bruxelles ressemblant de plus en plus à Washington, les entreprises européennes vont devoir s'y intéresser.**

## CORÉE DU SUD REPÉRAGES CONTRE LE MÉTRO DE SÉOUL

▶ Une ressortissante nord coréenne a été arrêtée pour espionnage. Cette agente de Pyongyang avait séduit un ancien responsable du métro de Séoul et avait recueilli des informations détaillées sur les lignes du réseau. Il n'est pas clair à ce stade de l'enquête si les informations étaient d'ordre économique ou devaient servir pour un attentat.

## ISRAËL FACEBOOK, LE MASQUE DES ESPIONS

▶ Sous le pseudonyme de Reut Zuckerman, un profil « séduisant » de jeune femme israélienne se cachait en réalité une opération de renseignement du Hezbollah. En quelques semaines « Reut », qui se faisait passer pour une soldate de l'Etat hébreu, avait réussi à devenir l'amie et la confidente de 200 soldats de Tsahal dont certains membres d'unités d'élites aimant en général l'anonymat. C'est le nombre important de soldat de ces unités sur une même page qui a fini par intriguer l'un d'entre eux. Grâce à ces conversations, le Hezbollah a réussi à prendre connaissance de nombreux codes, de mots de passe et de noms d'officiers dans les organigrammes et détails sur les installations de bases et les mouvements des unités.



## Hygiène Sécurité Environnement

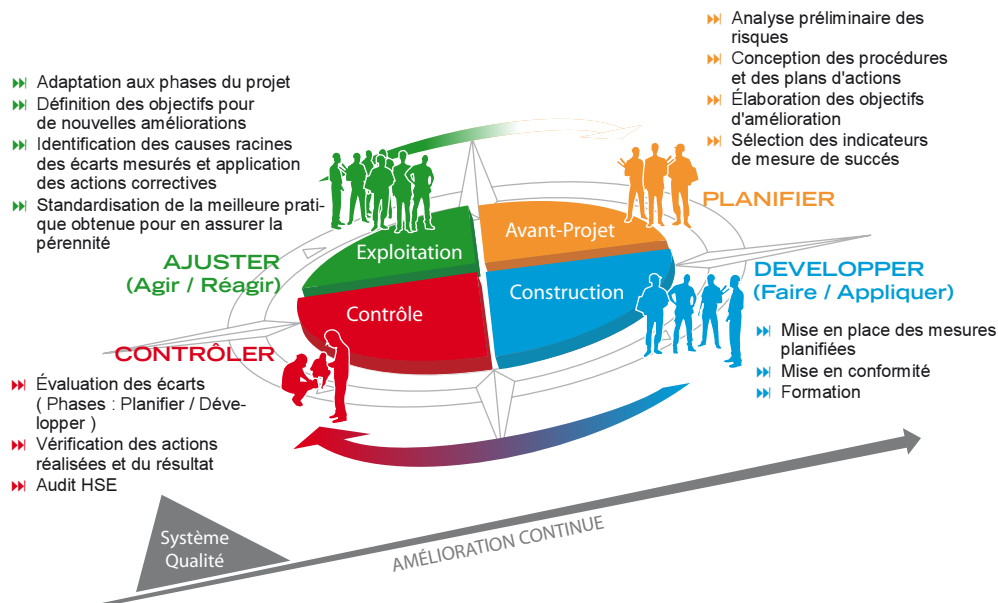
### Contexte

Les actions HSE assurent les bonnes conditions de travail et la maîtrise des risques au moyen d'une politique de gestion anticipée mise en place au sein d'une entreprise.

### Vos besoins

- » Intégrer la sécurité et l'environnement
- » Mieux maîtriser les risques et améliorer votre développement.
- » Rassurer et convaincre les parties prenantes de votre projet (banques, compagnies d'assurance, administrations publiques, associations, etc.)
- » Respecter les prescriptions techniques des normes et réglementations en vigueur, suivre leur évolution et anticiper les modifications
- » Former le personnel de votre entreprise

### Solutions GEOS



### Les + GEOS

- » **Entreprise certifiée ISO 9001:2008\*** pour son système de management de la qualité
- » **Un réseau mondial** de collaborateurs et de partenaires
- » **12 ans d'expérience en matière de gestion des risques**

Contact : Jérôme Munden, Responsable HSE, [j.munden@groupegeos.com](mailto:j.munden@groupegeos.com)

[www.groupegeos.com](http://www.groupegeos.com)

Pour toute demande d'abonnement : [alertes@groupegeos.com](mailto:alertes@groupegeos.com)

« GEOS, la solution européenne de prévention et de management des risques »



« GEOS partenaire du MOCI »

**Alertes** Lettre mensuelle d'actualité des risques internationaux et concurrentiels du groupe GEOS Contact : Tiphaine de Nazelle, Direction des relations extérieures, 9, bis rue Delerue 92 120 Montrouge, tél : + 33 (1) 46 12 04 04, télécopie : + 33 (1) 46 12 95 96. mël: [t.denazelle@groupegeos.com](mailto:t.denazelle@groupegeos.com) [www.groupegeos.com](http://www.groupegeos.com). Alertes est réalisée en collaboration avec la lettre géostratégique INTELLIGENCE & STRATEGIE.